

L'Abeille

Journal Hebdomadaire... Fondé le 1er Septembre 1827... Publié par le Times-Picayune Publishing Co. au Times-Picayune Building...

UN MOYEN D'EVITER UN DESASTRE EUROPEEN

LES CONCLUSIONS D'UNE ENQUETE EN ALLEMAGNE

M. Paul Reynaud, un des députés les plus marquants de la Chambre nouvelle, vient de terminer une enquête en Allemagne. Voici les conclusions qu'il rapporte.

La politique qui consiste à faire payer l'Allemagne sur ses revenus a fait faillite et nous mène au désastre.

Treize à dix-huit milliards de marks-or, voilà ce que nous versera l'Allemagne chaque année, disent à la Chambre, en septembre 1919, les rédacteurs des clauses de réparations du traité.

Trois milliards pour cette année (2 milliards et 26 o/o sur les exportations), dit l'accord de Londres, au mois de mai dernier.

Sept cent vingt millions, et des réparations en nature pouvant atteindre quelques centaines de millions pour la France, dit le moratorium de Cannes, que viennent de sanctionner les ministres des finances alliés.

Mais déjà l'Allemagne nous représente que pour effectuer ses versements mensuels ainsi réduits, elle est obligée d'émettre 12 à 14 milliards de bons par mois, que son change s'avarie rapidement et qu'elle va être obligée de les réduire ou de les cesser.

Ainsi donc, de 18 milliards nous tendons vers zéro. Telle est la pyramide renversée de nos illusions dont la pointe pèse cruellement sur nous.

Cependant la pyramide des dépenses s'élève: 80 milliards de francs déjà dépensés sur lesquels nous n'avons pas encore touché 1 franc; 20 milliards à dépenser cette année en face desquels il faut inscrire non 7 milliards, comme l'avait fait M. Doumer, mais au mieux 350 millions, autant dire zéro.

Tel est le bilan. S'irriter; Non; comprendre et changer de politique.

Le traité de Versailles n'avait dit ni ce que l'Allemagne paierait, ni comment elle paierait. L'erreur a été de vouloir la faire payer sur ses revenus.

Le public français croit à une Allemagne prospère derrière une façade de banque-roule frauduleuse. Telle est la cause du divorce entre l'opinion française et l'opinion européenne.

On ne peut s'acquitter de peuple à peuple qu'en marchandises ou en services. Or l'Allemagne exporte moins qu'elle n'importe. Ses exportations, qui étaient de 10 milliards de marks-or avant la guerre, sont tombées à 3,700 millions, si l'on prend pour base les huit derniers mois sur lesquels s'est exercé le contrôle du comité de garantie.

Tant que sa balance commerciale sera déficitaire, l'Allemagne ne pourra nous payer en espèces sur ses revenus.

Quelle autre solution? La réparation en nature? C'était le bon sens et c'était la solution scientifique. Si on l'avait adoptée dès le lendemain de l'armistice, les régions dévastées seraient en grande partie reconstruites aux frais de l'Allemagne. Mais trois ans se sont écoulés, plus du tiers de la reconstruction est opéré et l'industrie nationale a été aigüillée vers les régions dévastées. D'autre part, comment l'Allemagne paierait-elle à ses industriels les montages de marks-papier que représentent aujourd'hui les marchandises qu'ils nous livrent?

Le chancelier allemand est impuissant à faire voter et à faire recouvrer les impôts. Il marche sur une corde raide. S'il penche à droite ou à gauche, il perd l'équilibre et il tombe.

Au surplus, les marchandises exportées en France seraient retranscrites du chiffre des exportations rémunérées de l'Allemagne et le déséquilibre de sa balance commerciale en serait aggravé.

La réparation en nature, même étendue à de grands travaux faits à l'intérieur du pays, ne pourra donc être désormais qu'un appoint qu'il faut souhaiter le plus important possible.

Les avoirs allemands à l'étranger? 3 milliards de marks-or, disent les uns; 6 milliards, disent les autres. Ils sont, en fait, impossibles à atteindre. D'ailleurs, une annuité ou deux des prestations de l'accord de Londres, est-ce la solution du problème? Un emprunt international? Quel serait le gage? Quel huisier? Et quel gendarme? Aussi, quels prêteurs?

En détruisant le nord de la France, les Allemands ont fait un prélèvement sur le capital des particuliers allemands.

Tirons parti de l'idée contenue dans le projet du ministre allemand, M. Hirsch. Le capital de toutes les sociétés par actions serait augmenté d'un cinquième et les actions ainsi créées seraient versées, non comme le prévoyait M. Hirsch, dans la caisse de l'Etat allemand, mais dans celle de la commission des réparations.

En outre, une hypothèque serait prise sur tous les immeubles allemands pour le cinquième de leur valeur, et les titres hypothécaires, ainsi créés, seraient remis à la même caisse. Ces actions et ces titres représenteraient 40 milliards de marks-or, si l'on prend l'estimation d'avant-guerre. Ce seraient des valeurs certaines produisant chaque année des dividendes et des intérêts. Elles pourraient gager un emprunt émis sur les marchés de New-York et de Londres.

Les grands industriels, tout-puissants en Allemagne, s'y opposeraient-ils? Il conviendrait, en ce cas, de leur montrer clairement les deux routes qui s'ouvrent à eux. La première est celle de l'exécution du traité. Ils y sont engagés. C'est l'effondrement continu du mark, des troubles sociaux en perspective et les terribles alicés d'une intervention armée qui est fatale, car la France, victorieuse et dévastée, ne tolérerait pas le scandale d'une Allemagne vaincue et intacte se refusant à participer au relèvement de ses ruines. Si certains cercles anglais à Berlin rassurent les Allemands à cet égard, ceux-ci feront bien de se souvenir que les conseillers ne sont pas les payeurs.

La seconde route mène à une entente entre la France et l'Allemagne. Accords commerciaux, syndicats houillers et miniers, conventions pour la fixation en commun du prix de la potasse, syndicat pour la pénétration commerciale en Russie, dont les premières bénéfices seraient affectés à l'amortissement des créances françaises sur la Russie, traité relatif à des garanties réciproques pour le maintien de nos frontières, telles en seraient les conséquences logiques. Ne savons-nous pas que l'Allemagne produit à 30% meilleur marché que nous la houille, la fonte et la potasse et ne commençons-nous pas à réaliser qu'avant de reconstruire nos usines il serait prudent de nous assurer que leurs produits auront des débouchés?

Les sanctions pourraient dès lors être abandonnées et les troupes d'occupation en Rhénanie réduites de moitié. L'Allemagne remettrait de l'ordre dans ses affaires, stabiliserait son mark en attendant de l'élever insensiblement à une valeur se rapprochant du pair. C'est la seule chance que nous ayons d'obtenir son désarmement moral avant l'époque où elle peut redevenir dangereuse pour notre sécurité. Et nous pourrions diminuer nos charges militaires avant d'être contraints par l'état de nos finances.

De même que la Haute-Silésie a été réclamée pour la Pologne, les Allemands n'auraient pas manqué de réclamer toute la Flandre française pour l'Etat flamand qu'ils auraient formé avec la Hollande et la Flandre belge.

Donc, perte du tiers de la puissance industrielle de notre pays, désarmement, effectif celui-là. Autrement dit, la France réduite au degré d'Etat de second rang, incapable de se relever.

A un tel état, il eût été absurde de laisser un vaste empire colonial. On n'aurait pas manqué de l'en sculager.

Enfin, les Allemands n'auraient pas manqué de réclamer une forte indemnité pour compenser les pertes du blocus. Ah! ils n'auraient pas fait, eux, la bêtise d'attendre des années pour fixer la modalité et les modes de perception de la contribution. Ils n'auraient peut-être pas demandé trois cents milliards sur le papier. Mais ils auraient exigé ferme des dizaines de milliards en prenant des gages et en occupant jusqu'au paiement complet.

Eh bien! n'est-ce rien de s'être égarés dans ces malheurs? Mais la Victoire nous a pas rapporté que ce précieux négatif. Elle s'est traduite en avantages positifs certains.

Tout d'abord, elle nous a valu la récupération de l'Alsace-Lorraine, et d'une Alsace-Lorraine prodigieusement enrichie. Qu'on ne vienne pas nous dire que cela ne compte pas, que c'était notre dû. Notre droit était exactement le même quand nous étions vaincus. Qui oserait prétendre que nous aurions pu le réaliser autrement que par le triomphe des armes?

Avec l'Alsace-Lorraine, nous avons acquis la maîtrise du marché du fer et de la potasse. C'est la promesse d'un avenir industriel magnifique, pour peu que nous sachions utiliser une situation admirable.

La Victoire nous a encore apporté des agrandissements coloniaux fort appréciables. Elle a reconstruit notre marine marchande. Elle a fait de la France le pivot de la politique européenne, le seul Etat fort sur le continent.

Tout cela ne vaut-il pas des centaines de milliards? Certes, on aurait pu faire mieux. Certes, on peut encore attendre mieux. Nous avons le droit de réclamer la bonne frontière stratégique qui, seule, peut nous permettre d'enclore les autres, de leur enlever la bonne frontière stratégique.

Nous avons le droit, et encore les encouragements les plus flatteurs, de lever sur l'Allemagne impénitente une bonne part des réparations. Il faut le faire à tout prix. Mais, dès maintenant, il faut aussi crier très haut que la Victoire a largement payé. Il faut que le bon peuple de France comprenne bien que le sacrifice de quinze cent mille de ses enfants n'a pas été vain.

Depuis plus de vingt ans on a pu facilement constater les progrès faits par l'Eglise catholique aux Etats-Unis. Les temples, les écoles, les monastères et les couvents s'y sont multipliés et rendent témoignage à la foi des fidèles et à la vitalité des forces catholiques dans le pays.

Certaines statistiques officielles nous donnent à ce sujet d'utiles renseignements. Ainsi, depuis 1890, nous avons des données qui, pour n'être pas parfaites, n'en sont pas moins les seules sur lesquelles on puisse appuyer certaines conclusions. En 1890, il y avait 8,784 églises catholiques érigées aux Etats-Unis; en 1906, leur nombre s'élevait à 11,881, pour monter à 15,120 en 1916. Ce qui indique des augmentations d'abord de 35.3 pour cent, puis de 27.3. Ce dernier chiffre, pour la décennie, 1906-1916, est certainement remarquable.

La situation est encore plus encourageante lorsque l'on considère le nombre des paroisses et missions. De 10,239 en 1890, elles ont passé à 12,482 en 1906 et 17,487 en 1916, soit une augmentation de 21.9 pour cent, plus de 40.1 pour la dernière décennie.

Ce nombre croissant de paroisses et de missions a fourni aux catholiques une facilité plus grande d'accomplir leurs devoirs religieux et a sauvé à l'Eglise les nombreuses pertes dont elle avait été affligée dans les années précédentes.

La fréquentation des églises est aussi représentée par des chiffres qui ne manquent pas d'éloquence. Ainsi, New-York, en 1916, avait 2,101,233 personnes de toutes religions qui fréquentaient les églises; de ce nombre 1,545,582 étaient catholiques, soit les trois-quarts. Il en est de même à Chicago, où les chiffres sont respectivement 1,058,785 et 718,114.

L'avenir de l'Eglise dans la République américaine paraît certainement encourageant; d'autant plus que la plaie du divorce ne semble pas s'être fortement attaquée aux catholiques, et ceux-ci ne pratiquent pas encore le suicide de la race.

Cependant, la croissance de la population catholique n'a pas subi l'accension que l'on en attendait. En 1890, toutes les dénominations religieuses comprenaient 21,699,432 habitants; sur ce nombre les catholiques en comptaient 7,343,156. En 1906, les chiffres furent 35,068,058 et 14,240,251, et en 1916, 41,926,854 et 15,721,815. La population des catholiques, sur le grand total, a été de 33.8 pour cent en 1890, 40.5 en 1906 et de 37.5 en 1916. On y voit

un écart favorable pour la décennie 1906-1916.

L'augmentation pour toutes les religions a été de 20,227,422 de 1890 à 1916, soit 13,368,626 pour 1890-1906 et 6,858,796 pour 1906-1916, donnant un pourcentage de 61.6 et 19.6, ou un total de 93.2. Pendant ce temps-là, le nombre des catholiques augmentait de 6,887,569 de 1890 à 1906 et de 1,511,060 de 1906 à 1916, soit un pourcentage de 93.5, 10.6, et un total de 114.1.

Durant la période de 1906-1916, la population catholique n'a augmenté que de 10.6 pour cent, alors que toutes les religions voyaient le nombre de leurs adhérents monter de 19.6 pour cent. Et, durant cette période, la population totale des Etats-Unis augmentait d'environ 17 pour cent.

On se trouve en présence de la position très florissante de l'Eglise aux Etats-Unis, mais, en même temps, il faut constater que la population catholique, durant la décennie 1906-1916, n'a pas augmenté en proportion de la population totale du pays, non plus qu'en proportion du nombre de ceux qui fréquentent les églises.

Comment cela se fait-il? C'est là la question que se posent les chercheurs, et à laquelle on espère qu'ils trouveront une réponse satisfaisante. — La Presse, Montréal.

L'Athenee Louisianais

CONFERENCE DE M. MAURICE DEMOUGEOT

L'Athénée Louisianais réunissait vendredi, le 17 mars, dans les salons hospitaliers de Madame Jeanne Dupuy Harrison (elle même une des lauréates de cette institution) un public d'élite, qui s'était empressé de répondre à son invitation afin d'entendre la conférence savante et fort instructive faite par M. Maurice Demougéot sur l'Algérie. M. Demougéot depuis plusieurs années occupe à la Nouvelle-Orléans une situation très enviable dans le monde Franco-Louisianais, où il s'est acquis une bien vite de nombreuses et précieuses amitiés par son esprit brillant, ses profondes connaissances et le charme tout particulier de sa personnalité franche et avenante. Une conférence faite par M. Demougéot sous les auspices de notre grande société littéraire ne pouvait être qu'un événement important dans le groupe de ceux qui s'occupent avec tant de louable persistance à faire revivre les lettres Françaises en Louisiane. Le sujet était également fort attrayant.

Présenté par le Président de l'Athénée, M. Bussière Rouen, M. Demougéot nous fit d'abord un exposé géographique de la belle contrée où la France a déjà accompli des prodiges de colonisation savante et éclairée. Il nous conduisit par la pensée sur les plateaux élevés où habitent les bandes rouges d'Arabes pillards, qui font constamment des descentes dans la plaine, au moment où celle-ci offre à leur convoitise l'aspect tentant de ses belles moissons dorées et mûries au soleil fécond de l'Algérie. Il nous fit parcourir d'agréable façon les massifs montagneux et parfois inaccessibles qui bordent ce pays du côté du désert saharien, et il nous raconta avec une documentation sur la fondation, le développement, la prospérité et la chute des grandes villes du littoral méditerranéen dont, les noms évoquent spontanément tout un passé illustre de gloire et de conquêtes militaires. Dans un cadre forcément aussi limité que celui d'une conférence il nous fit l'histoire des différents civilisations qui virent s'implanter au nord de l'Afrique et qui y laissèrent leurs traces sous forme de monuments ou de ruines qui attestent encore toute la haute culture et le sens esthétique de ceux qui bâtièrent Carthage et ses voisines des temps Puniques et Romains. Il nous parla des régimes Byzantins, Arabes et Turcs, qui tour à tour donnèrent à l'Algérie un lustre de barbarisme fastueux et d'orientalisme somptueux. Cette partie de la conférence fut émaillée d'anecdotes et de récits où les qualités d'humour du conférencier et sa verve toute personnelle se révélèrent. Il termina en nous racontant dans quelles conditions la France, afin de maintenir son prestige vis-à-vis des pirates mauresques se vit obligée d'occuper militairement la région et par la suite de la coloniser. En entendant la conférence, qui nous parlait avec la plus grande compétence de choses vues et vécues, puisqu'il a fait un long séjour en Algérie, le public put se rendre compte de l'importance de cette belle colonie, dont les produits agricoles, les richesses minières, les pâturages immenses où l'élevage du bétail se fait sur la plus grande échelle et les industries de tous genres qui s'y créent de jour en jour, chantent en strophes de majestéuse et substantielle splendeur la grandeur de la France, reine des nations colonisatrices.

La conférence de M. Demougéot obtint le plus vif succès, comme en témoignèrent les applaudissements qui accueillirent les dernières paroles du conférencier.

La soirée se termina par un programme musical, au cours duquel se firent entendre les voix souples et harmonieuses de Miles Bayhi, Reincke, Weber et Mme Lavedan. — ANDRE LAFARGUE.

Edouard VII et la France

Par un heureux concours de circonstances, le monument élevé par la municipalité de Biarritz à la mémoire d'Edouard VII a été inauguré en présence de lord Hardinge qui, en 1903, assista près du roi à l'ébauche de l'Entente cordiale, et suivit ensuite de très près le développement de l'amitié franco-britannique jusqu'au moment où il fut nommé vice-roi des Indes. Personne n'était donc plus qualifié que l'ambassadeur actuel d'Angleterre à Paris pour exposer le rôle d'Edouard VII dans la bienfaisante évolution qui aboutit en 1914 à l'alliance sur les champs de bataille. Aussi lord Hardinge a-t-il pu prononcer un discours nourri de faits, et contrastant agréablement avec la banalité coutumière en cette sorte de cérémonies.

L'Entente cordiale est née de la volonté d'Edouard VII de rapprocher deux pays dont l'union était nécessaire au maintien de l'équilibre européen. Lord Hardinge a fort opportunément montré que cette politique n'avait rien de commun avec celle de l'encerclement, et qu'elle avait pour but le maintien de la paix. Ce que les Allemands ont appelé l'encerclement consistait en une série de précautions destinées à les empêcher d'imposer leur hégémonie par la force. Ils n'admettaient pas qu'on les gênât dans la réalisation de leurs projets d'extension illimitée. Ils se croyaient appelés par un décret spécial de la Providence à gouverner le monde. Ils considéraient comme des actes hostiles toutes les mesures par lesquelles leurs voisins cherchaient à se prémunir contre leurs empiétements. Edouard VII, qui connaissait bien son impérial neveu, ne se méprenait pas sur ses intentions. Il comprenait le danger pour l'Angleterre et la paix du monde de l'accroissement indéfini de la marine de guerre allemande, et de la réunion dans les mêmes mains de la plus puissante armée du monde et d'une flotte de guerre s'égalant à celle de l'empire britannique. Des indications précises et concordantes prouvaient que le gouvernement allemand attendait seulement, pour inaugurer une politique active d'hégémonie, que les plans de constructions navales élaborés par l'amiral de Tirpitz fussent exécutés. Lord Hardinge a raconté qu'il avait été chargé en 1908, lors de la visite d'Edouard VII à Guillaume II à Kronberg, d'attirer l'attention du Kaiser sur l'inquiétude créée en Angleterre par ses préparatifs. Guillaume II "se montra furieux" et refusa de modifier en quoi que ce fut le programme naval allemand. On sait que plus tard les efforts de Lord Haldane dans le même sens échouèrent de même. La volonté allemande d'organiser le monde à la manière germanique ne supportait aucune restriction. Edouard VII, qui avait beaucoup appris et beaucoup observé durant le long règne de sa mère, ne pouvait nourrir aucune illusion à ce sujet. En conséquence il remplissait un devoir sacré envers son pays et l'humanité en se préoccupant de conjurer une catastrophe. Peut-être eût-il réussi à la conjurer en effet s'il avait vécu. Il n'aurait probablement pas laissé se prolonger la crise qui suivit l'attentat de Serajevo. Connaissant bien les affaires d'Autriche, il aurait invité confidentiellement, mais fermement, l'empereur François-Joseph à s'abstenir d'initiatives irréparables, et il aurait informé à temps son fanfaron de neveu que l'Angleterre ne laisserait pas l'Allemagne saisir un misérable prétexte pour renverser l'équilibre de l'Europe.

Si Edouard VII est odieusement calomnié par les Allemands, c'est qu'il a vu juste. S'il a été accusé d'encerclement la Germanie de connivence avec la France, c'est que l'Entente cordiale, complétée par le rapprochement avec la Russie, était seule capable de refréner les appétits germaniques. C'est pour les mêmes raisons que l'Allemagne actuelle, malgré sa défaite, s'efforce de diviser la France et l'Angleterre. Il est attristant de constater qu'elle trouve des auxiliaires pour cette besogne des deux côtés de la Manche. A la cérémonie d'hier, lord Hardinge a remarqué finement que c'est le tact, qui fut un des traits saillants d'Edouard VII, qui permit à ce souverain de vaincre, à la fois en France et en Angleterre, les préventions invétérées qui s'opposaient à un rapprochement entre les deux pays. En maintes circonstances, depuis la guerre, nous avons déploré l'absence de ce tact. M. Lloyd George a bousculé la France. Edouard VII lui faisait une cour discrète. Ce noble souverain s'est fait aimer, et a laissé chez nous un souvenir impérissable. Au nom du gouvernement, M. Raiberti a exprimé en termes émouvants, à l'égard du roi prématurément disparu de la scène du monde, des sentiments que partage toute la France.—A. G.

Les Jumelles Siamoises ONT SUCCOMBEES

Les "sœurs siamoises", Josepha et Rosa Blazek, ont succombé à l'hôpital où elles étaient en traitement. C'est Josepha qui a succombé la première, et la mort de sa sœur est survenue quelques secondes après. C'est, du reste, ce qu'avaient prévu les médecins qui soignaient les deux sœurs, attendu, dit-on, que leur frère, Frank Blazek, s'était opposé à une séparation chirurgicale.

Les deux sœurs avaient été transportées à l'hôpital il y a dix jours, à la suite d'une attaque de jaunisse, bientôt compliquée d'une pneumonie, survenue à Josepha.

Des préparatifs avaient été faits pour l'opération et les chirurgiens étaient prêts à tenter le sauvetage d'une des deux sœurs.

D'après le Dr. Breakston, chef chirurgien de l'hôpital, on a dû abandonner tout espoir de sauver Josepha à minuit, le frère des deux sœurs ayant refusé de consentir à une opération.

Bien que les deux sœurs possèdent des organes respiratoires et cardiaques séparés, les organes secondaires de la digestion et de la procréation leur étaient communs.

Rosa s'était mariée, il y a quinze ans, et son nom était Rosa Blazek Dvorak. Son mari, capitaine dans l'armée allemande, fut tué en 1917. Elle laissa un fils, âgé de onze ans, nommé Franz, qui s'est tenu au chevet des moribondes jusqu'au dernier moment.

Les sœurs siamoises étaient âgées de quarante-deux ans et étaient issues d'une famille de six enfants, dont quatre parfaitement constitués et qui sont tous encore vivants. On dit que leur père, âgé de quatre-vingt-cinq ans, est toujours en vie. Leur mère mourut il y a un an, à l'âge de soixante-cinq ans.

Les sœurs Blazek, qui laissent une fortune considérable, sont mortes avant d'avoir fait leur testament, n'ayant jamais, durant leur maladie, recouvré assez de lucidité pour le faire.

Frank Blazek, frère de Josepha et de Rosa, a laissé entendre qu'il offrirait les corps de ses sœurs à une institution médicale. Il a déclaré que la fortune laissée par ses sœurs se montait à cent mille dollars approximativement, plus une vaste ferme située en Tcheco-Slovaquie, dont lui et le fils de Rosa sont les héritiers, puisque les sœurs sont mortes sans avoir fait de testament.

Les sœurs Blazek étaient des types de pygopes, c'est-à-dire unies par le bassin.

Parmi les phénomènes de ce genre, résultant de la fusion de deux jumelles, on peut citer les sternopes, c'est-à-dire unies par le sternum; les ectopages, unies par l'épaule; les dérydopes, tels que les frères Tocci, unis par le cou, à tronc unique, têtes doubles, à quatre bras et à deux jambes. Les frères siamois Eng et Chang Bunher, nés en 1811, étaient des xiphopages, unis par une membrane qui était devenue assez flexible pour leur permettre de vivre non face à face, mais accolés à côté l'un de l'autre, avec deux bras en avant et deux bras en arrière.

Plaisirs et peurs étaient distincts chez ces deux frères, comme chez les sœurs Blazek, mais il éprouvaient ensemble le besoin de boire et de manger, sans du reste que l'absorption de nourriture par l'un rassasiât l'autre.

Leur taille était de 1 m. 65 (Eng) un peu moins grand que Chang), ils marchaient et sautaient vite, et leur mère, qui avait eu d'autres enfants bien conformés, n'éprouva aucun accident à leur naissance.

Leurs caractères étaient opposés: Chang vif et gai, Eng triste et taciturne, d'où des disputes violentes et la demande de les séparer faite au chirurgien français Nélaton. Celui-ci refusa.

Ils avaient épousé deux sœurs, non jumelles, dont l'une eut six enfants et l'autre cinq, tous très bien constitués.

En 1874, Chang mourut d'une fluxion de poitrine. Eng succomba quelques heures après, quoique n'ayant pas souffert de la maladie de son frère.

D'après le Dr. Baudoin, une autopsie aurait démontré la présence, dans le péricarde, de caisses unissant les deux foies.

Un gros pont du foie unissait également les deux sœurs Maria-Rosalina, qui furent opérées par le docteur français Chapel-Prévost, et dont l'une survécut.

Nouvelles de Partout

Paris.—M. de Lasteyrie, ministre des finances, discutant aujourd'hui au Sénat l'accord conclu le 11 mars par les ministres des finances alliés, a fait la déclaration suivante: "Nous n'avons, dit-il, jamais contesté le droit des Etats-Unis à être remboursés des frais de leur armée d'occupation. C'est pour eux un droit absolu que nous reconnaissons formellement."

"La seule question à régler est la suivante: à qui l'Amérique s'adressera-t-elle pour le règlement de compte, aux alliés ou à l'Allemagne? C'est pourquoi il en a été référé aux gouvernements alliés. L'accord du 11 mars doit être ratifié par le Parlement français avant d'être mis en vigueur."

A moins, bien entendu, que ces oranges ne soient des "réparations en nature!"

La Chanson de Famine

Ce sont des petits enfants surtout, ce sont de pauvres petits squelettes, aux grands yeux étonnés de tant souffrir, qui la chantent ou qui la hurlent, cette chanson, à l'entrée des villages, aux carrefours des routes, en tenant à deux mains leur ventre affreusement creusé, dont la peau s'est plissée comme celle d'une outre vide.

Sous leur peau brune, aux plis retombants, tout leur frère squelette se dessine, à faire peur; on dirait qu'ils n'ont pas d'entrailles, tant leur ventre est plat, et des mouches se sont collées à leurs paupières, à leurs lèvres, pour y boire ce qui reste d'humidité. Ils n'ont plus de souffle, presque plus de vie, et, cependant, ils tiennent debout, et ils crient encore. Manger, ils voudraient manger, et il leur semble que ces inconnus qui passent, dans de si grandes volutes, doivent être riches, qu'ils auront pitié et leur jetteront quelque chose. "Maharajh! Maharajh!" (Monseigneur! Monseigneur!), appellent ensemble toutes les petites voix, sur des notes chantées et tremblotantes. Il en est qui ont à peine cinq ans, et qui crient aussi: "Maharajh! Maharajh!" et qui allongent à travers la barrière des menottes lamentables. Dans ce train, ceux qui voyagent avec moi sont d'humbles Indiens de troisième et de quatrième classes; ils lancent ce qu'ils ont, des restes de gâteau de riz, des monnaies de cuivre, et sur tout cela les affamés se ruent comme des bêtes, en se plâchant les uns sur les autres. Des pièces de monnaie peuvent donc leur servir? Alors, c'est donc qu'il y a des provisions encore dans les boutiques en terre du village, mais pour ceux-là seuls qui ont de quoi en acheter?...

Qu'est-ce qui nous empêche de partir? Pourquoi si longtemps s'arrêtera devant ce lugubre village, où, de minute en minute, le troupeau des affamés s'assemble plus nombreux et la chanson de détresse va s'exagérer?

Aux environs, tant la terre est sèche et poudreuse, ce qui fait riser les champs cultivés simule un désert de cendre. Et voici des femmes qui arrivent en hâte, épuisées par l'effort dans l'espoir de vendre de lourds et infects paquets, apportés sur leur tête: des peaux de leurs vaches qui sont mortes de faim et qu'elles ont écorchées.

J'ai jeté, maintenant, tout ce que j'avais de pièces sur moi... Mon Dieu! on ne partira donc pas! Oh! le désespoir d'un tout petit, de trois ou quatre ans, auquel un autre, un peu plus grand que lui, vient d'arracher l'aumône qu'il serrait dans sa main crispée!

Le train enfin s'ébranle, et la clemence s'éloigne. Nous voici lancés à nouveau dans la jungle silencieuse. La jungle est morte, la jungle qui, au printemps, devrait fourmiller de vie; les graminées, les broussailles n'y reverdisent plus; l'avril n'a plus le pouvoir d'y réveiller les essences languissantes; elle affecte, comme la forêt, un aspect d'hiver sous le soleil torride. On y voit errer des gazelles, maigres, effarées, qui ne trouvent plus d'herbe, qui ne savent où aller boire. Et de loin en loin, sur le tronç de quelque arbre sec, un jeune rameau, une branchette isolée a pris tout ce qui restait de sève, pour donner encore deux ou trois feuilles tendres, ou bien une grande feuille rouge mélancoliquement épanouie au milieu de la désolation.—Pierre Loti, de l'Académie française.

L'ORANGE GERMANOPHILE

Les délicatesses dont il est question ici doivent, contrairement aux habitudes tennessees, être servies au dessert. Elles n'en portent pas moins leur marque d'origine, et nous ouvrent de singuliers aperçus sur les mystères de l'exportation germanique.

Vous achetez des oranges, d'honnêtes oranges qu'on vous garantit de premier choix et italiennes d'origine. Votre gourmandise et vos sentiments pro-alliés étant sur ce point d'accord, à l'avance vous vous délectez.

Du papier léger qui les enveloppe vous tirez avec soin les juteuses pommes d'or, sœurs de celles du jardin des Hespérides, et vous avez la surprise d'y découvrir cette vignette d'un god défilé.

L'Allemagne coiffée de la lourde couronne de fer, pesamment appuyée sur son glaive, regarde par delà le Rhin au bord duquel elle monte la garde.

Après nous avoir pendant quatre ans envoyés des "pruneaux," voilà maintenant qu'elle nous expédie des oranges!

Mais qu'est-ce que ce marchand de fruits originaires de Palermo et de Messina (Italie), qui évidemment nous prend, nous, pour des poltres, peut avoir à faire avec la Germanie, et d'où vient ce besoin pour un gosier italien d'entonner la Wacht am Rhein?

Quoi qu'il en soit, ce marchand sicilien paraît—puisque il tire à des milliers d'exemplaires—fort satisfait de son glorieux "Trade mark."

Mais nous devons le prévenir qu'en tout état de cause, ces "marks" là ne peuvent venir en déduction des marks-or ou même des marks-papier que nous doit son pays de prédilection.

A moins, bien entendu, que ces oranges ne soient des "réparations en nature!"

LE COURS DU CHANGE

PAR LEANDRE

Légère fluctuation sur les changes: La lire italienne marquant une avance de 16 points sur la semaine précédente. Avance de quelques points également pour les francs belges et français.

Ce mercredi 5 mars, le taux du change à la Bourse de New-York est le suivant: Livre sterling: 4.88%; francs français: 9.11; francs belges: 8.45; livres italiennes: 5.22; marks: 31%.